



SAEP D'HEBECOURT

4, Chemin de la Mairie 27 150 HEBECOURT
Téléphone : 02 32 55 53 09 Fax : 09 81 69 53 09
SIREN : 252701081

RAPPORT TECHNIQUE

Exploitation des ouvrages syndicaux

Version 1.1



Fluides – Hydraulique – Environnement – Réseaux Divers

SYMBIOSES INGENIEURS CONSEILS SARL – www.symbioses.eu – contact@symbioses.eu

AGENCE OUEST – 15 quai de l'orme de Sully 78230 LE PECQ – Tél. : 01 83 58 35 06 – Fax : 01 84 73 00 42

AGENCE EST – Siège social : 42 rue Monge 75005 PARIS – Tél. : 01 43 29 87 44 – Fax : 01 43 26 50 50

APE : 7112B – SIRET : 751 485 830 00028 RCS PARIS – TVA : FR89 751 485 830

Table des matières

1	RAPPEL DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	5
1.1	Article 2 – Objet de l’affermage	5
1.2	Article 3 - Durée	5
1.3	Article 4 – Responsabilité du fermier	5
1.4	Article 5 – Conditions particulières	5
1.5	Article 8 – Définition du périmètre de l’affermage	6
1.6	Article 15 – Contrôle par la collectivité	6
1.7	Article 21 – Travaux d’entretien et réparations courantes	7
1.8	Article 23 – Régime des branchements	7
1.9	Article 25 – Renouvellement	7
1.10	Article 26 – Renforcements et extensions	7
1.11	Article 27 – Régime des extensions réalisées sur l’initiative des particuliers	7
1.12	Article 31 – Part syndicale	7
1.13	Article 39 – Vérification du fonctionnement des clauses financières	8
1.14	Article 46 – Sanctions pécuniaires : les pénalités	8
1.15	Article 52 – Continuité du service en fin d’affermage	8
1.16	Article 53 – Remise des installations	8
1.17	Article 56 – Inventaire des biens immobiliers confiés au fermier	8
1.18	Article 63 – Quantité, qualité, pression	9
1.19	Article 65 – Vérification et relevés des compteurs	9
1.20	Article 67 – Lutte contre l’incendie	9
1.21	Article 70 – Répartition des catégories de travaux	9
1.22	Article 74 – Contrôle des travaux confiés au fermier	9
1.23	Article 80 – Comptes-rendus annuels	9
1.24	Article 81	9
1.25	Rappel du contenu du RAD	10
2	ANALYSE DES RAPPORTS ANNUELS DU DE LEGATAIRE	12
2.1	LE RAD 2015	12
2.1.1	Le rendement du réseau	12
2.1.2	Le renouvellement	12
2.1.3	L’entretien	13
2.1.4	La qualité de l’eau	13
2.2	LE RAD 2013	14
2.2.1	Le rendement du réseau	14
2.2.2	Le renouvellement	14
2.2.3	L’entretien	15
2.2.4	La qualité de l’eau	16
2.3	LE RAD 2012	17
2.3.1	Le rendement du réseau	17
2.3.2	Le renouvellement	17
2.3.3	L’entretien	17
2.3.4	La qualité de l’eau	18
2.4	LE RAD 2011	19
2.4.1	Le rendement du réseau	19
2.4.2	Le renouvellement	19
2.4.3	L’entretien	19
2.4.4	La qualité de l’eau	20
2.5	LE RAD 2010	21
2.5.1	Le rendement du réseau	21
2.5.2	Le renouvellement	21

2.5.3	L'entretien	21
2.5.4	La qualité de l'eau	23
2.6	LE RAD 2009	24
2.6.1	Le rendement du réseau	24
2.6.2	Le renouvellement	24
2.6.3	L'entretien	25
2.6.4	La qualité de l'eau	25
2.7	LE RAD 2008	26
2.7.1	Le rendement du réseau	26
2.7.2	Le renouvellement	26
2.7.3	L'entretien	27
2.7.4	La qualité de l'eau	27
2.8	LE RAD 2007	28
2.8.1	Le rendement du réseau	28
2.8.2	Le renouvellement	28
2.8.3	L'entretien	28
2.8.4	La qualité de l'eau	29
2.9	LE RAD 2006	30
2.9.1	Le rendement du réseau	30
2.9.2	Le renouvellement	30
2.9.3	L'entretien	31
2.9.4	La qualité de l'eau	31
2.10	LE RAD 2005	32
2.10.1	Le rendement du réseau	32
2.10.2	Le renouvellement	32
2.10.3	L'entretien	32
2.10.4	La qualité de l'eau	33
2.10.5	Propositions d'amélioration du service	33
2.11	LE RAD 2004	34
2.11.1	Le rendement du réseau	34
2.11.2	Le renouvellement	34
2.11.3	L'entretien	34
2.11.4	La qualité de l'eau	35
2.11.5	Propositions d'amélioration du service	35
3	EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS	36
3.1	Qualité d'eau et sécurisation de l'approvisionnement	36
3.1.1	Les obligations réglementaires	36
3.1.2	Etude de la vulnérabilité des installations de production et distribution d'eau vis-à-vis des actes de malveillance	37
3.1.3	Une eau non conforme à la réglementation	38
3.1.4	Une surveillance insuffisante	40
3.2	Une communication des anomalies de consommation avec les abonnés défaillante	40
3.2.1	Une relève des compteurs partielle	40
3.3	Un patrimoine qui se dégrade	41
3.3.1	Des interruptions de service non programmées qui augmentent	41
3.3.2	Les regards de comptages	42
3.3.3	Les branchements	42
3.3.4	La robinetterie de réseau	42
3.3.5	La station de pompage d'Hébécourt	42
3.3.6	La station de pompage d'Eragny sur Epte	43
3.3.7	La station de pompage d'Amécourt	43
3.3.8	La suppression d'Amécourt	44
3.3.9	La suppression de Saint-Denis le Ferment	44
3.3.10	La suppression de La Rapée à Bazincourt	44

3.3.11	La suppression de Mainneville cimetière.....	45
3.3.12	Le surpresseur de Saint Austreberthe.....	45
3.3.13	Le surpresseur de la Feularde.....	45
3.3.14	Le surpresseur du Coudray.....	45
3.3.15	Le réservoir d'Hébécourt haut.....	45
3.3.16	Le réservoir d'Hébécourt bas.....	46
3.3.17	Le réservoir de Mainneille.....	46
3.3.18	Le réservoir d'Amécourt.....	46
3.3.19	Le réservoir de Thierceville.....	46
3.3.20	Le réservoir de Bazincourt.....	47
3.4	Des pertes importantes.....	47
3.4.1	L'indice linéaire de pertes en réseau (ILP).....	47
3.4.2	Une recherche de fuite insuffisante et inefficace.....	49
3.4.3	Un réseau méconnu.....	50
3.4.4	Une sectorisation inexploitée.....	51

1 RAPPEL DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

1.1 Article 2 – Objet de l'affermage

Gestion du service public de production, transport et distribution d'eau potable
Entretien, surveillance et certains travaux décrits dans le contrat
Mise à disposition par le syndicat des ouvrages en état de marche, et qu'il a financés
Le fermier perçoit une rémunération auprès des usagers

1.2 Article 3 - Durée

Durée 12 ans du 23/02/2004 au 22/02/2016

1.3 Article 4 – Responsabilité du fermier

Exploitation conforme aux règles de l'art
Fermier responsable des dommages occasionnés par le fonctionnement des ouvrages aux tiers, aux ouvrages de la collectivité et à l'environnement
Responsabilité civile et pénale de la collectivité vis-à-vis de l'existence de ses ouvrages, sauf si omission du fermier de signaler un risque dès qu'il en a connaissance

1.4 Article 5 – Conditions particulières

Les objectifs de la DSP sont de maintenir et améliorer :

- Qualité d'eau et sécurisation de l'approvisionnement
- Communication avec abonnés notamment anomalies de consommation
- Gestion en vue de garantir le bon état de conservation du patrimoine
- Productivité et rapidité d'intervention lors d'incidents (améliorer rendement par recherche de fuites, entretien réseau et branchements)

Dans le délais fixé ci-après, la moyenne des indices linéaires de Perte (IP) calculée sur trois années consécutives soit :

$$IP = \frac{IP1 + IP2 + IP3}{3}$$

3

ou IP 1 est la valeur de l'indice linéaire de perte pour l'exercice considéré

ou IP2 et IP3 sont les valeurs de l'indice linéaire de perte pour les deux exercices précédents

doit être inférieur en m³/jour/Km à :

IP1 = 1,8 m³/jour/km à fin 2009

IP2 = 1,5 m³/jour/km à fin 2012

En vue d'améliorer le rendement :

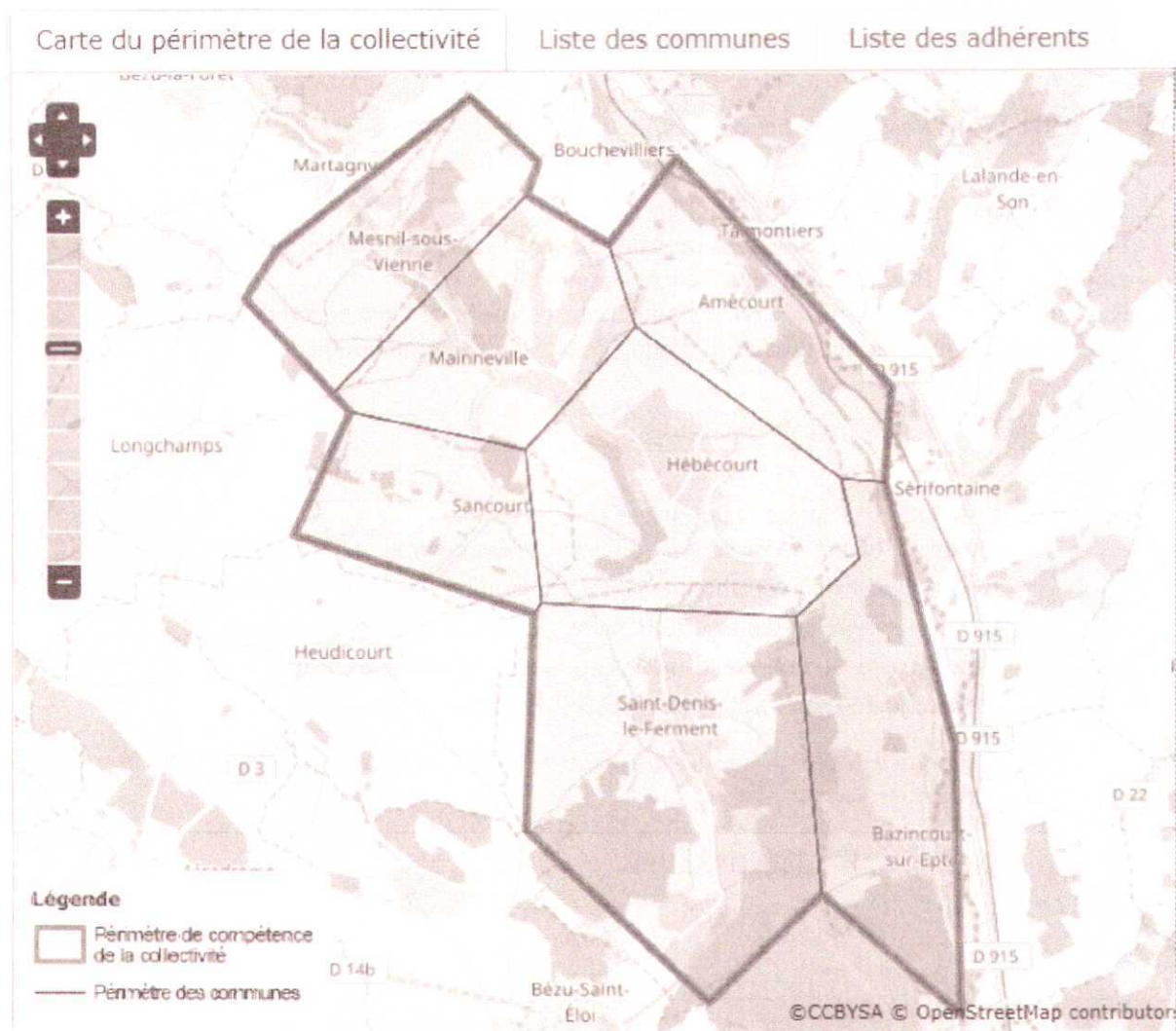
- Sectorisation à la charge du syndicat
- Renouvellement des canalisations <12ml à la charge du fermier
- Mesures de débit à la charge du fermier pour contrôle du rendement
- Expertise des compteurs réseau à la charge du fermier avec rapport annuel

Le syndicat peut faire appel à contrôle extérieur pour vérifier les rendements

Objectif : IP1 : 2009 et IP2 : 2012, si non atteint pénalités article 46

1.5 Article 8 – Définition du périmètre de l'affermage

Les réseaux desservant les 7 communes ci-dessous + 1 rue d'Eragny-sur-Epte



1.6 Article 15 – Contrôle par la collectivité

Le fermier doit justifier, lorsque les personnes chargées du contrôle en font la demande, les éléments contenus dans les rapports annuels au moyen de documents techniques, comptables...

1.7 Article 21 – Travaux d'entretien et réparations courantes

Sont à la charge du fermier (cf. tableau Article 25 – Travaux de renouvellement) :

- Entretien et réparations courantes
- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Recherche de fuite et désincrustation de canalisation (cf. article 25)
- Branchement (Cf article 25.4)
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Entretien et remplacement branchements, compteurs et tout ouvrage, équipement, matériel nécessaire à l'exploitation
- Fuite détectée le matin devra être réparée l'après-midi
- Fuite détectée l'après-midi devra être réparée le lendemain matin
- Rapport d'interventions mensuel

1.8 Article 23 – Régime des branchements

360 branchements à renouveler sur la durée du marché

30 branchements en moyenne par an suivant bon de commande 700€HT/u

1.9 Article 25 – Renouvellement

Programme prévisionnel de renouvellement en annexe

Dotation annuelle de 11 160€HT

Visa obligatoire de la collectivité sur toutes les opérations de renouvellement

Etat des opérations de renouvellement à justifier dans rapport annuel

1.10 Article 26 – Renforcements et extensions

Renforcement et extension à la charge du syndicat, y compris raccordement.

Mise en service par le fermier et à sa charge.

1.11 Article 27 – Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Extension à l'initiative d'un particulier : raccordement par le fermier à la charge du particulier

1.12 Article 31 – Part syndicale

Part syndicale versée par le fermier au syndicat le 15 février et le 15 août

1.13 Article 39 – Vérification du fonctionnement des clauses financières

Remise par le fermier avant le 1^{er} juin des indicateurs techniques et financiers de l'année précédente et des documents prévus aux articles 80 et suivants

1.14 Article 46 – Sanctions pécuniaires : les pénalités

Pénalités si indice linéaire de perte inférieur à l'objectif de l'article 5

$$P = 0,1 \times \frac{DF}{F} \times \frac{MT}{50}$$

$\frac{DF}{F}$ est la différence entre l'objectif de l'indice linéaire fixé à l'article 5.2 et l'indice effectivement constaté divisé par l'objectif de l'indice (les différentes étant exprimées en points)

MT est le montant total des rémunérations perçues par le fermier au titre de la fourniture de l'eau pour le dernier exercice annuel connu

Pénalité en cas d'interruption générale de service non justifiée (pénalité de 100m³/h)

Pénalité en cas d'interruption partielle (au moins 20 abonnés) de service non justifiée (pénalité de 2m³/h/abonné)

Pénalité en cas de pression <0.8bar pendant plus de 24h non justifiée (pénalité de 2m³/mCE en moins /h/abonné)

Pénalité en cas de non production des documents prévus aux articles 4.2, 12, 21, 25 et 31

Pénalité en cas de non production des documents prévus au chapitre 15 (articles 80 et suivants)

1.15 Article 52 – Continuité du service en fin d'affermage

Préparation à la fin du contrat et au changement d'exploitant 6 mois avant la fin

1.16 Article 53 – Remise des installations

Etat des lieux contradictoire, expertise éventuelle pour remise en état de fonctionnement ou d'entretien 6 mois avant la fin du contrat

1.17 Article 56 – Inventaire des biens immobiliers confiés au fermier

Inventaire des biens confiés au fermier à faire dans les 3 premiers mois (analyses d'eau, âge des ouvrages et équipements, état technique, principe de fonctionnement, fichier abonnés)

1.18 Article 63 – Quantité, qualité, pression

Obligation du fermier de délivrer une eau conforme à la réglementation

Programme de contrôle conforme au décret 2001-1220

Etude à réaliser en 2004 sur les pollutions relatives à la turbidité, pesticides, nitrates sur les 3 unités de production

Pression >0.8bar

1.19 Article 65 – Vérification et relevés des compteurs

Compteurs à vérifier au moins une fois tous les 10 ans

Compteurs à relever une fois par an

1.20 Article 67 – Lutte contre l'incendie

Le fermier a le devoir d'informer le syndicat sur la capacité du réseau à alimenter les poteaux incendie

1.21 Article 70 – Répartition des catégories de travaux

Tableau de répartition des coûts des travaux par catégories de travaux

1.22 Article 74 – Contrôle des travaux confiés au fermier

Pour les travaux sous-traités par le fermier, le fermier doit faire viser par le syndicat la liste des entreprises consultées et les conditions de mises en concurrence.

1.23 Article 80 – Comptes-rendus annuels

Rapport de gestion conforme à la loi 95-127 du 8 février 1995 à produire par le fermier avant le 1^{er} juin

Le fermier doit préciser les actions entreprises pour atteindre les objectifs de l'article 5.1

1.24 Article 81

Le fermier doit produire les éléments techniques et financiers pour l'élaboration du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service avant le 1^{er} juin. Contenu du Rapport Annuel du Délégué détaillé dans les articles 81 à 84.

1.25 Rappel du contenu du RAD

L'Article R1411-7 (abrogé au 1 avril 2016) du CGCT avait été créé par le Décret n°2005-236 du 14 mars 2005 - art. 2 JORF 18 mars 2005 :

« Le rapport mentionné à l'article L. 1411-3 tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le délégataire à la disposition du délégant dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport comprend :

I.-Les données comptables suivantes :

- a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d) Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- e) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
- f) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- g) Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- h) Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

II.-L'analyse de la qualité du service mentionnée à l'article L. 1411-3 comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le délégataire ou demandés par le délégant et définis par voie contractuelle.

III.-L'annexe mentionnée à l'article L. 1411-3 qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation. »

2 ANALYSE DES RAPPORTS ANNUELS DU DE LEGATAIRE

2.1 LE RAD 2015

2.1.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007.

Le rendement est de 46% en forte baisse (-10 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 4.99m³/j/km en forte augmentation (+1m³/j/km) → MAUVAIS

AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE

Qualification du réseau en fonction de l'Indice Linéaire de Consommation (ILC) :

Type de réseau	ILC (m ³ /j/km)
Rural	ILC < 10
Semi-Urbain	10 < ILC < 30
Urbain	ILC > 30

Appréciation de la performance du réseau en fonction de sa catégorie et de son Indice Linéaire de Pertes en réseau (ILP) :

Catégorie de réseau	Rural	Semi-Urbain	Urbain
Bon	ILP < 1,5	ILP < 3	ILP < 7
Acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
Médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 15
Mauvais	ILP > 4	ILP > 8	ILP > 15

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.5m³/j/km

2.1.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement : Pompe Mainneville aux forages d'Hébécourt

Renouvellement des compteurs : 156

→ Non conforme au programme annexé au contrat

A noter que ce RAD indique une obligation contractuelle de remplacer 240 regards comptage.

2.1.3 L'entretien

Veolia indique avoir procédé en 2015 à une campagne d'entretien des installations (espaces verts, clôtures, portes, anti intrusion....).

Le nettoyage des 6 réservoirs a été réalisé.

Une campagne de recherche de fuite a été réalisée en avril et mai 2015 sur la totalité du Syndicat.

Une campagne de recherche de fuites a été menée en mai 2015 durant plus d'un mois sur la totalité du réseau (70 kms) à l'aide de capteurs de prélocalisation puis de corrélation acoustique, sans le succès escompté en termes de repérage de fuites importantes qui ne sont pas les plus repérables en termes de bruit émis et lorsque la nature du terrain ne se prête pas à la résurgence de ces fuites.

Nous avons connu en 2015 plusieurs défauts de transmission de télégestion entraînant un débordement de réservoirs qui ont impacté à la hausse les volumes produits, problèmes résolus. Enfin la baisse très importante des volumes consommés enregistrés au titre de l'année 2015 (-11.3%) dégrade de plus de 6 points le calcul du rendement des réseaux 2015. A consommation égale, le rendement avec les problématiques évoquées ci-dessus aurait été de 52.3 %, à un niveau trop faible mais en baisse de 4 points au lieu de 10.

Nombre de fuites sur canalisations	5
Nombre de fuites sur branchement	6
Nombre de fuites sur compteur	-
Nombre de fuites sur équipement	1
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées	12
Linéaire soumis à recherche de fuites	77 500

Le rapport ne détaille pas la localisation des fuites réparées.

- ➔ Le rapport semble indiquer que l'entretien n'était pas réalisé les années précédentes
- ➔ Aucune information concernant l'entretien de :
 - Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
 - Désincrustation de canalisation
 - Branchement
 - Nettoyage et entretien GC
 - Rapports d'interventions mensuels

2.1.4 La qualité de l'eau

1 non-conformité aux Bactéries Coliformes (12/100ml) prélevé le 09/04/2015 sur S02

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 2% mais est toutefois en hausse par rapport à l'année précédente.

- ➔ Qualité de l'eau non conforme aux obligations contractuelles

2.2 LE RAD 2013

2.2.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 62% en baisse (-0.6 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 3.86m³/j/km en baisse (-0.4m³/j/km) →

MEDIOCRE

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.5m³/j/km

Achats d'eau à la Ville de Gisors évoqués mais non détaillés

Conformément aux dispositions du décret relatif à la limitation des pertes en eau sur les réseaux (27 janvier 2012), les collectivités ont l'obligation de mettre en oeuvre un plan d'action avant le 31 décembre 2014 si le rendement de leur réseau est inférieur au seuil cible. → **Aucune proposition de VEOLIA**

2.2.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement :

Lieu ou ouvrage	Description
Surpresseur de Amécourt	En juillet, Renouvellement en préventif de l'équipement "telesurveillance" sur l'installation "Surpresseur de Amécourt"
Réservoir AMÉCOURT	En juillet, Rénovation partielle en préventif de l'équipement "hydraulique" sur l'installation "Réservoir AMÉCOURT"
Captage Simple HÉBÉCOURT	En juillet, Renouvellement en préventif de l'équipement "hydrojecteur maineville" sur l'installation "Captage Simple HÉBÉCOURT"
Captage Simple HÉBÉCOURT	En juillet, Renouvellement en préventif de l'équipement "debimetre chloration" sur l'installation "Captage Simple HÉBÉCOURT"

A noter que le compte d'exploitation fait apparaître également le renouvellement de de la télégestion du réservoir de Mainneville.

Renouvellement des compteurs : 96

→ Non conforme au programme annexé au contrat

Renouvellement de regard de comptage :

Lieu ou ouvrage	Description
31 ROUTE SAINTE MARIE - BAZINCOURT SUR EPTE	Renouvellement REGARD

A noter que ce RAD indique une obligation contractuelle de remplacer 240 regards comptage.

2.2.3 L'entretien

Seulement 4 nettoyages de cuve :

Nom du réservoir	Date de nettoyage
Réservoir de Bazincourt	10/10/2013
Réserv de St Denis le Ferment	16/12/2013
SUR_LE_COUDRAY	19/11/2013
Maineville	13/12/2013

Seulement 3 mise à niveau de BAC, aucun remplacement :

Lieu ou ouvrage	Commune	Description
8 CLOS DE L EPTE	BAZINCOURT SUR EPTE	1 mise à niveau de bouche à clé
5 SENTE DU MOULIN	HEBECOURT	1 mise à niveau de bouche à clé
8 CHEMIN DU VIEUX COLOMBIER	HEBECOURT	1 mise à niveau de bouche à clé

Campagne de recherche de fuites sur 1200ml.

Nombre de fuites sur canalisations	5
Nombre de fuites sur branchement	5
Nombre de fuites sur compteur	29
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées (hors remplacement de compteur)	10
Linéaire soumis à recherche de fuites	1200

Détail des fuites sur canalisation :

Commune	Date	Adresse	Diamètre
BAZINCOURT SUR EPTE	23/07/2013	RUE DE LA COTE ROUGE, THIERCEVILLE	125
HEBECOURT	01/05/2013	NR	125
SAINT DENIS LE FERMENT	19/11/2013	65 RUE GUERARD	100
HEBECOURT	29/10/2013	Face au 7 RUE LANDE SORET	63
BAZINCOURT SUR EPTE	11/12/2013	30 RUE DE BEAUREGARD	125
Commune	Date	Adresse	Diamètre
BAZINCOURT SUR EPTE	06/06/2013	8 CLOS DE L EPTE	25
BAZINCOURT SUR EPTE	26/06/2013	31 ROUTE SAINTE MARIE	25
HEBECOURT	08/10/2013	5 SENTE DU MOULIN	NR
HEBECOURT	08/10/2013	8 CHEMIN DU VIEUX COLOMBIER	NR
BAZINCOURT SUR EPTE	17/10/2013	4 CHEMIN DE LA FERME BRULE	25

➔ Aucune information concernant l'entretien de :

- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.2.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 1% mais est toutefois en hausse de 3 points par rapport à l'année précédente.

Le rapport précise que la chloration en crépine n'étant plus acceptée par l'ARS, il serait souhaitable de mettre en place un surpresseur chlore afin d'améliorer le rendement de la désinfection et de ne pas dégrader le forage sur les installations suivantes :

- Forage Hébecourt départ Maineville/Amécourt
- Forage Hébecourt départ Hébecourt

2.3 LE RAD 2012

2.3.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 62.6% en forte baisse (-10 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 4.21m³/j/km en forte augmentation (+1.6m³/j/km)

→ MAUVAIS

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.5m³/j/km

2.3.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie :

Remplacement de la purge impasse de l'Epte à Bazincourt.

Renouvellement d'équipement :

En décembre, Renouvellement en curatif de l'équipement "réservoir anti-bélier" de La Rapée

Renouvellement des compteurs : 19

→ Non conforme au programme annexé au contrat

Véolia indique avoir remplacé une bouche incendie à St Denis le Ferment. Mais cette opération n'entre pas dans le cadre du renouvellement.

2.3.3 L'entretien

Seulement 2 nettoyages de cuve :

Nom du réservoir	Date de nettoyage	Commentaires
Réservoir de Bazincourt	12/04/2012	Nettoyage cuve
Réservoir de Mainneville	24/04/2012	Nettoyage cuve

Aucune campagne de recherche de fuites.

Nombre de fuites sur canalisations	3
Nombre de fuites sur branchement	1

Nombre de fuites sur compteur	23
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées	27
Linéaire soumis à recherche de fuites	

Détail des fuites sur canalisation :

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Commentaires
Amécourt	01/06/2012	Rue de la Chapelle	60	Fuite sur Canalisation
Amécourt	01/09/2012	Rue Principale devant la Salle des fêtes	60	Fuite sur Canalisation
Bazincourt	01/10/2012	Impasse de l'Epte	60	Fuite sur Canalisation et remplacement de la purge

Détail des fuites sur branchement :

Commune	Date	Adresse	Diamètre
Bazincourt	01/07/2012	Hameau de Thierceville Rue du Château Sassard	50

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.3.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 3% mais est toutefois en hausse par rapport à l'année précédente.

2.4 LE RAD 2011

2.4.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 71.7% en hausse (+3 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 2.58m³/j/km en baisse (-0.4m³/j/km) →
MEDIOCRE

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.4.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement : Aucun

Renouvellement des compteurs : 20

→ Non conforme au programme annexé au contrat

Ce que le RAD indique comme le renouvellement de 2 chloromètres à Bazincourt a en réalité consisté à la révision réglementaire des appareils. Cette prestation aurait par ailleurs été financée par le syndicat (facture à transmettre).

2.4.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

Inventaire avec détail des matériaux des canalisations, des vannes, hydrants incendie, ouvrages et équipements par communes.

Mais le nombre d'hydrants incendie (37 détaillés) est incohérent avec les autres RAD (19).

Recherche de fuite sur 1200ml.

Nombre de fuites sur canalisations	6
Nombre de fuites sur branchement	3
Nombre de fuites sur compteur	32
Nombre de fuites sur équipement	-

Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées	9
Linéaire soumis à recherche de fuites	1200

Détail des fuites :

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Commentaires
Amecourt	31/01/2011	Ch de la Mairie	80	Acier
St Denis le Ferment	07/03/2011	rte de Ste Austreberthe	63	PVC
Hébécourt	16/03/2011	12 rue des Cornouillers	110	PVC
St Denis le Ferment	28/06/2011	13 Haneau St Austreberthe	63	PVC
Hébécourt	11/06/2011	rue des Cornouillers	110	PVC
Mainneville	18/10/2011	au réservoir		Presse étoupe

Commune	Date	Adresse	Diamètre
Amecourt	23/03/2011	Ecole Mairie	25
Mainneville	24/03/2011	8 place des Brulins	25
Mainneville	20/10/2011	26 rue du Bourg	25

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.4.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 1% et est en baisse par rapport à l'année précédente.

2.5 LE RAD 2010

2.5.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 69% en hausse (+9 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 2.98m³/j/km en baisse (-0.8m³/j/km) →
MEDIocre

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.5.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement :

Installation	Date	Travaux réalisés
UP Hébecourt	avril 2010	Démarrateur pompe 3
Réservoir Maineville	février 2010	Menuiserie métallique : rvt capot
Réservoir Hébecourt	mars 2010	Hydraulique : vanne de lavage

Renouvellement des compteurs : 22

Le RAD précise que l'âge moyen du parc compteur est de 10,28 ans.

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.5.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

9250ml de recherche de fuite :

Recherche de fuites

Date	Commune	adresse	Linéaire (ml)
07/01/10	Sancourt	RD 3 rue principale	400
05/03/10	Mainneville	1 rue Cauchoise	400
05/03/10	Mainneville	1 rue Cauchoise	
12/03/10	Mainneville	rue du bout de bas	100
15/03/10	Mainneville	rue du bout de bas	
30/03/10	St Denis le Ferment	rue grande place st louis rue	2000
30/03/10	St Denis le Ferment	de l'église rue des dames pont	
30/03/10	St Denis le Ferment	de l'église rue des dames pont	
30/03/10	St Denis le Ferment	de la l'évrière rue principale	
30/03/10	St Denis le Ferment	st paer hameau coudray	
14/04/10	Hébécourt	st paer	50
12/05/10	Hébécourt	rue cote blanche	50
12/05/10	Hébécourt	rue du moulin	50
12/05/10	Hébécourt	rue de la boulange	50
12/05/10	Hébécourt	rue lande soret	100
TOTAL			9250

Nombre de fuites sur canalisations	10
Nombre de fuites sur branchement	5
Nombre de fuites sur compteur	5
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées	15
Linéaire soumis à recherche de fuites	9250

Liste détaillée des fuites réparées en 2010

Date de détection	Date réparation	Commune	Rue	Type	Nature	Diamètre	Nature d'interventions
24/11/09	05/03/10	MAINNEVILLE	1 RUE CAUCHOISE	Canalisation	Acier	80	Piqure
24/11/09	05/03/10	MAINNEVILLE	7 RUE DU BOURG	Canalisation	Acier	125	Piqure
21/04/10	22/04/10	MAINNEVILLE	ANGLE RUE D EN BAS	branchement	pehd	32	Piqure
11/05/10	12/05/10	MAINNEVILLE	11 B RUE BOUVET	Canalisation	Acier	80	Piqure
18/05/10	18/05/10	MAINNEVILLE	RUE DU BOURG	branchement	Acier	20	Piqure
21/06/10	22/06/10	ST DENIS LE FERMENT	VIEILLE MAIRIE ST PAER	Accessoire Hydraulique			Presse Etoupe
21/06/10	22/06/10	ST DENIS LE FERMENT	VIEILLE MAIRIE ST PAER	Accessoire Hydraulique			Presse Etoupe
23/06/10	23/06/10	ST DENIS LE FERMENT	RUE PRINCIPALE	Accessoire Hydraulique			Presse Etoupe
23/06/10	23/06/10	ST DENIS LE FERMENT	RUE PRINCIPALE	Accessoire Hydraulique			Presse Etoupe
28/06/10	28/06/10	HEBECOURT	RUE LOUVET	Canalisation	Acier	100	Piqure
29/08/10	31/08/10	ST DENIS LE FERMENT	2 CHEMIN REINE BLANCHE	Canalisation	PVC	63	Casse
08/09/10	09/09/10	ST DENIS LE FERMENT	SENTE DU FUSIL STE AUSTREBERTH	branchement	PVC	50	Décollage
08/09/10	09/09/10	HEBECOURT	3 RUS DES CORNOUILLETS	branchement	pehd	32	Piqure
12/11/10	12/11/10	BAZINCOURT	RUE DU CHEMIN HEU	branchement	pehd	25	Piqure
22/11/10	23/11/10	THIERCEVILLE	ANGLE RUE STE MARIE	Accessoire Hydraulique			Presse Etoupe

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.5.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 2% mais est stable par rapport à l'année précédente.

2.6 LE RAD 2009

2.6.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 60.3% en baisse (+1.3 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 3.85m³/j/km en hausse (+0.2m³/j/km) → MEDIOCRE

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.6.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : le rapport évoque sans précision le renouvellement des conduites de refoulement en direction des réservoirs de Mainneville et d'Hébécourt

Renouvellement de branchement : remplacement d'un branchement 15-20ml

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement :

Installation	Date	Travaux réalisés	Quantité
Branchements	Juin 2009	BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20 MIL.: 4	1
Pompage Hébécourt	Mai 2009	ARMOIRE ELECTRIQUE	
Pompage Hébécourt	Mars 2009	TRANSFORMATEUR	
Pompage Hébécourt	Mai 2009	HYDRAULIQUE	
Pompage Hébécourt	Janvier 2009	CLOTURE ET PORTAIL	
Pompage Bazincourt	Avril 2009	COMPTEUR	
Réservoir de Thierceville	Juin 2009	CLOTURE ET PORTAIL	

Renouvellement des compteurs : 31

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.6.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

4300ml de recherche de fuite :

Maintenance : réseaux

Date	Commune	adresse	ml traités	Commentaire
18/05/09	St Denis le F	rue de St Paer rue du Gruch	50	fuite trouvée sur Bt
26/05/09	Hébécourt	ch du bois de l'Abbaye	50	fuite trouvée cana acier
15/07/09	Hébécourt	rue du cornouiller	100	Fuite trouvée sur cana
06/11/09	Mesnil/V	1/2 de la commune	2000	
09/11/09	Mesnil/V	1/2 de la commune	2000	
24/11/09	Mainneville	rue du bout de bas	100	fuite trouvée sur acier
Total			4°300	

Nombre de fuites sur canalisations	13
Nombre de fuites sur branchement	6
Nombre de fuites sur compteur	46
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées (sans compter les compteurs)	19
Linéaire soumis à recherche de fuites	4300

Le rapport ne détaille pas la localisation de toutes fuites réparées.

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.6.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 2% et est en baisse de 1 point par rapport à l'année précédente.

2.7 LE RAD 2008

2.7.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 61.6% en hausse (+4 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 3.64m³/j/km en baisse (+0.83m³/j/km) →
MÉDIOCRE

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.7.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement :

Lieu	Date	Unité technique	Quantité	Montant
Exhaure Hébécourt	03/2008	CHLOROMETRE	1	884,31
Exhaure Amécourt	03/2008	CHLOROMETRE	1	679,77
Réservoir Hébécourt	03/2008	CLOTURE ET PORTAIL	1	7892,86
Réservoir Mainneville	04/2008	CLOTURE ET PORTAIL	1	9558,87
Réservoir Saint Denis le Ferment	04/2008	CLOTURE ET PORTAIL	1	6349,62
Exhaure Bazincourt	08/2008	COMPTEUR	1	306,00
Exhaure Mainneville	08/2008	TELEGESTION	1	1508,31
Réservoir Thierceville	10/2008	CLOTURE ET PORTAIL	1	6764,72
Exhaure Hébécourt	12/2008	COMPTEUR ET MODIFICATION HYDRAULIQUE	1	2901,92

A noter que le compte d'exploitation attribue la télégestion non pas à l'exhaure Mainneville mais au réservoir Mainneville.

Renouvellement des compteurs : 27

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.7.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

Nombre de fuites sur canalisations	12
Nombre de fuites sur branchement	10
Nombre de fuites sur compteur	32
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées (sans compter les compteurs)	22
Linéaire soumis à recherche de fuites	-

Le rapport ne détaille pas la localisation des fuites réparées.

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.7.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 4% et est en hausse de 1 point par rapport à l'année précédente.

2.8 LE RAD 2007

2.8.1 Le rendement du réseau

Le RAD présente tous les indicateurs devant apparaître dans le RPQS conformément au Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 excepté :

- P153.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Le rendement est de 57.5% en baisse (-0.4 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 4.47m³/j/km en baisse (-0.2m³/j/km) → MAUVAIS

En fin d'année, suite à une panne de télésurveillance du réservoir de Mainneville, le trop-plein a déversé pendant plusieurs semaines !

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.8.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : Aucun

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement :

Lieu	Date	SAEP D'HEBECOURT	9 104.75 €
Bazincourt Pompage	122007	GR. ELECTROPOMPE IMMERGEE NO 1	1 478.27 €
Mainneville Surpresseur	92007	Clôture et portail	7 626.48 €

Renouvellement des compteurs : 232

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.8.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

Nombre de fuites sur canalisations	9
Nombre de fuites sur branchement	8
Nombre de fuites sur compteur	31
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-

Nombre de fuites réparées (sans compter les compteurs)	17
Linéaire soumis à recherche de fuites	-

Le rapport ne détaille pas la localisation des fuites réparées.

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.8.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est surestimé d'au moins 2% et est en hausse de 2 points par rapport à l'année précédente.

2.9 LE RAD 2006

2.9.1 Le rendement du réseau

Le rendement est de 57.9% en hausse (+6.1 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 4.67m³/j/km en baisse (-1.1m³/j/km) → MAUVAIS

En fin d'année, suite à une panne de télésurveillance du réservoir de Mainneville, le trop-plein a déversé pendant plusieurs semaines !

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.9.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : 4 branchements PEHD15/20

Le rapport ne détaille pas la localisation de ces branchements.

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement :

Lieu/ouvrage	Description
Mainneville	Groupe Electropompe N° 2
Mainneville	Cuve Hydrofort N° 1
Mainneville	Cuve Hydrofort N° 2
Mainneville	Cuve hydrofort N° 3
Bazincourt surpasseur	Cuve Hydrofort

Renouvellement des compteurs : 92

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.9.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

Nombre de fuites sur canalisations	5
Nombre de fuites sur branchement	8
Nombre de fuites sur compteur	24
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées (sans compter les compteurs)	13
Linéaire soumis à recherche de fuites	-

Le rapport ne détaille pas la localisation des fuites réparées.

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.9.4 La qualité de l'eau

Pas de non conformité

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est en baisse de 3 points par rapport à l'année précédente.

2.10 LE RAD 2005

2.10.1 Le rendement du réseau

Le rendement est de 51.8% en baisse (-4.6 points)

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 5.81m³/j/km en hausse (+1.2m³/j/km) →
MAUVAIS

Pertes d'eau importantes suite au dysfonctionnement d'un robinet à flotteur dans le réservoir de St Denis le Ferment pendant 3 mois !

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.10.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : 8 branchements

Le rapport ne détaille pas la localisation de ces branchements.

Renouvellement de la robinetterie : vanne hydrosavi du réservoir de St Denis le Ferment

Renouvellement d'équipement : Pompe chloration du pompage de Bazincourt

Renouvellement des compteurs : 93

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.10.3 L'entretien

Nettoyage de seulement 3 réservoirs (Amécourt, Hébecourt et Mainneville).

Nombre de fuites sur canalisations	2
Nombre de fuites sur branchement	37
Nombre de fuites sur compteur	-
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées (sans compter les compteurs)	39
Linéaire soumis à recherche de fuites	-

Le rapport ne détaille pas la localisation des fuites réparées.

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation
- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.10.4 La qualité de l'eau

→ 1 non-conformité sur les Entérocoques fécaux

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est en hausse de 12 points par rapport à l'année précédente.

2.10.5 Propositions d'amélioration du service

- ❖ Station de pompage d'Eragny : travaux préconisés pour sécuriser la chloration au point de production : mise en place d'un inverseur de bouteille de chlore,
- ❖ Point de captage Eragny : gestion optimisée de la ressource : diagnostic du forage
Le but est de faire un bilan du fonctionnement du couple « nappe forage » ; une inspection caméra est à chaque fois programmée dans le cadre de ce diagnostic et sous la direction d'un hydrogéologue.
- ❖ Réservoir de la Râpée : amélioration de la qualité de distribution par la mise en place d'analyseur de chlore en continu.
- ❖ Station de pompage d'Hébécourt : réhabilitation du génie civil → étude en cours
sécurisation de la chloration par la mise en place d'un inverseur de bouteille de chlore
- ❖ Réseau : étude diagnostic du réseau terminée en 2005
programme pluriannuel de travaux de renouvellement des conduites et des branchements à mettre en place par le syndicat.
- ❖ Point de production d'Amécourt : point sensible et non protégeable, il devra être abandonné après la réalisation des travaux d'interconnexion avec la commune de Hébécourt
- ❖ Réservoir d'Hébécourt – surpresseur de Mainneville : sécurisation de la chloration par la mise en place d'un analyseur de chlore en continu

Station d'Eragny : DUP du 8 décembre 1992 - débit autorisé : 80 m³/h soit 1 600 m³/Jour

Station d'Hébécourt : absence de DUP, en cours d'instruction

Station d'Amécourt : absence de DUP

2.11 LE RAD 2004

2.11.1 Le rendement du réseau

Le rendement est de 56.4%.

Ce réseau de type rural affiche un ILP de 4.64m³/j/km → MAUVAIS

→ Non conforme à l'objectif contractuel de 1.8m³/j/km

2.11.2 Le renouvellement

Renouvellement de canalisation : Aucun

Renouvellement de branchement : 8 branchements

Le rapport ne détaille pas la localisation de ces branchements.

Renouvellement de la robinetterie : Aucun

Renouvellement d'équipement : Pompe secours + pompe Mainneville + hydraulique à Hébecourt

Renouvellement des compteurs : 37

→ Non conforme au programme annexé au contrat

2.11.3 L'entretien

Nettoyage des 6 réservoirs.

Nombre de fuites sur canalisations	4
Nombre de fuites sur branchement	39
Nombre de fuites sur compteur	-
Nombre de fuites sur équipement	-
Nombre de fuites sur autre support	-
Nombre de fuites réparées (sans compter les compteurs)	43
Linéaire soumis à recherche de fuites	-

Le rapport ne détaille pas la localisation des fuites réparées.

→ Aucune information concernant l'entretien de :

- Remise à niveau et remplacement des BAC hors opérations de voirie
- Désincrustation de canalisation

- Entretien des espaces verts
- Nettoyage et entretien GC
- Rapports d'interventions mensuels

2.11.4 La qualité de l'eau

→ 1 non-conformité au Benzène sur un branchement privatif

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est de 30%.

2.11.5 Propositions d'amélioration du service

- ❖ Station de pompage d'Eragny : travaux préconisés pour sécuriser la chloration au point de production : mise en place d'un inverseur de bouteille de chlore,
- ❖ Point de captage Eragny : gestion optimisée de la ressource : diagnostic du forage
Le but est de faire un bilan du fonctionnement du couple « nappe forage » ; une inspection caméra est à chaque fois programmée dans le cadre de ce diagnostic et sous la direction d'un hydrogéologue.
- ❖ Réservoir de la Râpée : amélioration de la qualité de distribution par la mise en place d'analyseur de chlore en continu.
- ❖ Station de pompage d'Hébécourt : réhabilitation du génie civil → étude en cours
sécurisation de la chloration par la mise en place d'un inverseur de bouteille de chlore
- ❖ Réseau : étude diagnostic du réseau en cours
programme pluriannuel de travaux de renouvellement des conduites et des branchements à mettre en place par le syndicat
mise en place d'un stabilisateur de pression pour effectuer le lavage du réservoir en toute sécurité : éviter les manques d'eau (devis transmis à la collectivité)
- ❖ Point de production d'Amécourt : point sensible et non protégé, il devra être abandonné après la réalisation des travaux d'interconnexion avec la commune de Hébécourt
- ❖ Réservoir d'Hébécourt – surpresseur de Mainneville : sécurisation de la chloration par la mise en place d'un analyseur de chlore en continu

Station d'Eragny : DUP du 8 décembre 1992 - débit autorisé : 80 m³/h soit 1 600 m³/Jour

Station d'Hébécourt : absence de DUP, en cours d'instruction

Station d'Amécourt : absence de DUP

3 EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

3.1 Qualité d'eau et sécurisation de l'approvisionnement

3.1.1 Les obligations réglementaires

La surveillance des personnes responsables de la production et distribution de l'eau (PRPDE) :

L'article 63 du contrat de DSP précise :

- l'obligation du fermier de délivrer une eau conforme à la réglementation
- Le programme de contrôle doit être conforme au décret n°2001-1220 (modifié par le décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique)
- Une étude était également à réaliser en 2004 sur les pollutions relatives à la turbidité, pesticides, nitrates sur les 3 unités de production.

L'Article R1321-23 du Code de la Santé Publique précise que sans préjudice du programme d'analyses de la qualité de l'eau prévu aux articles R. 1321-15 et R. 1321-16 et des analyses complémentaires prévues aux articles R. 1321-17 et R. 1321-18, la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend notamment :

1. Une vérification régulière des mesures prises par la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
2. Un programme de tests et d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
3. La tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.

Lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine comprend un traitement de désinfection, l'efficacité du traitement appliqué est vérifiée par la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau, qui s'assure que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection.

L'article L732-1 du Code de la Sécurité Intérieure précise que « Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise ».

Les exigences de qualité :

Les exigences de qualité auxquelles doivent satisfaire les valeurs mesurées pour chaque paramètre sont précisées par le Code de la santé publique, en application de la Directive européenne 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

En France, les exigences de qualité sont classées en deux groupes :

- **des limites de qualité** pour les paramètres dont la présence dans l'eau induit des risques immédiats ou à plus ou moins long terme pour la santé de la population. Ces limites de qualité concernent, d'une part, les paramètres microbiologiques et d'autre part, une trentaine de substances indésirables ou toxiques (nitrates, métaux, solvants chlorés, hydrocarbures aromatiques, pesticides, sous-produits de désinfection, etc.).
- **des références de qualité** pour une vingtaine de paramètres indicateurs de qualité, témoins du fonctionnement des installations de production et de distribution. Ces substances, qui n'ont pas d'incidence directe sur la santé aux teneurs normalement présentes dans l'eau, peuvent mettre en évidence un dysfonctionnement des installations de traitement ou être à l'origine d'inconfort ou de désagrément pour le consommateur.

Ces exigences de qualité sont notamment fondées sur les évaluations menées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour établir des « valeurs guides » en fonction des connaissances scientifiques et médicales disponibles. Une valeur guide est une estimation de la concentration d'une substance dans l'eau de boisson, qui ne présente aucun risque pour la santé d'une personne qui consommerait cette eau pendant toute sa vie.

La gestion des dépassements des exigences de qualité :

La gestion des situations de non-respect des exigences de qualité des eaux distribuées au robinet est très encadrée par la réglementation : elle repose sur l'appréciation, en particulier par l'Agence régionale de santé (ARS), de la situation et des risques encourus par la population. En cas de dépassement d'une limite de qualité, la personne responsable de la production et distribution de l'eau doit immédiatement informer le maire et les autorités sanitaires (ARS), procéder à une enquête afin de déterminer les causes du problème et porter les résultats de celle-ci à la connaissance du maire et de l'ARS. Il doit également prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la qualité de l'eau. En cas de risque pour la santé, l'exploitant en liaison avec l'ARS diffuse des recommandations d'usage à la population, en particulier aux groupes de population les plus sensibles.

3.1.2 Etude de la vulnérabilité des installations de production et distribution d'eau vis-à-vis des actes de malveillance

Le guide technique « Les systèmes d'alimentation en eau potable – Evaluer leur vulnérabilité », conçu et réalisé en mars 2007 par des experts réunis par le ministère chargé de la santé est un outil d'aide à l'évaluation de la vulnérabilité des systèmes d'alimentation en eau potable du captage jusqu'au point de délivrance de l'eau à l'abonné (branchement des immeubles). Il propose des outils adaptés à la taille des unités de distribution d'eau, en prenant en compte les spécificités de chacune d'elles, tant en termes d'organisation de la production et de la distribution que de moyens disponibles. Il doit permettre aux personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau, à partir des résultats de cette évaluation, d'améliorer la sécurité des systèmes d'alimentation en eau potable.

Pour les Unités de Distribution de moins de 5000 habitants le guide indique une évaluation par autodiagnostic simplifié tous les 5 ans et de manière optionnelle une étude d'évaluation de la vulnérabilité.

Le point n°1.2 du questionnaire d'autodiagnostic prévoit l'information et sensibilisation des élus et du personnel sur la démarche d'amélioration du niveau de sécurité des installations (pourquoi et comment) → a été effectué ?

Le point n°2.7 prévoit la cohérence de la détection d'intrusion sur toutes les installations (y compris des locaux de transformation électrique et de bureaux) en permanence (y compris la journée et en cas de travaux) → a été effectué ?

Le point n°2.8 prévoit la protection du personnel en cas de fuite de réactifs (en particulier des gaz) prévue et contrôlée → a été effectué ?

Le point n°3.4 prévoit la protection physique du centre informatique de gestion et télégestion des installations → a été effectué ?

Le point n°4.2 prévoit l'existence d'un plan interne de secours (indiquant les zones alimentées par chaque équipement, les moyens de substitution, les listes des personnes à contacter à jour, etc.) → a été effectué ?

Le point n°4.3 prévoit l'existence d'un plan de purges du réseau en cas de contamination → **Pas de plan du réseau avant 2013.**

Le point n°4.4 prévoit l'existence d'une procédure d'information du public (directe et indirecte) en situation d'urgence → a été effectué ?

Le point n°5.3 prévoit la Protection et fermeture en permanence des accès et points d'entrée (portails extérieurs, portes, fenêtres, ventilation, prises d'air...) → a été effectué ?

Le point n°5.4 prévoit l'entretien régulier des clôtures, des abords et des bâtiments → **ACP notait dans son état des lieux que 2 panneaux rigides manquaient à la clôture du réservoir de Thierceville.**

Le point n°5.9 prévoit la Fermeture et bon état des piézomètres de surveillance et des forages abandonnés → a été effectué ?

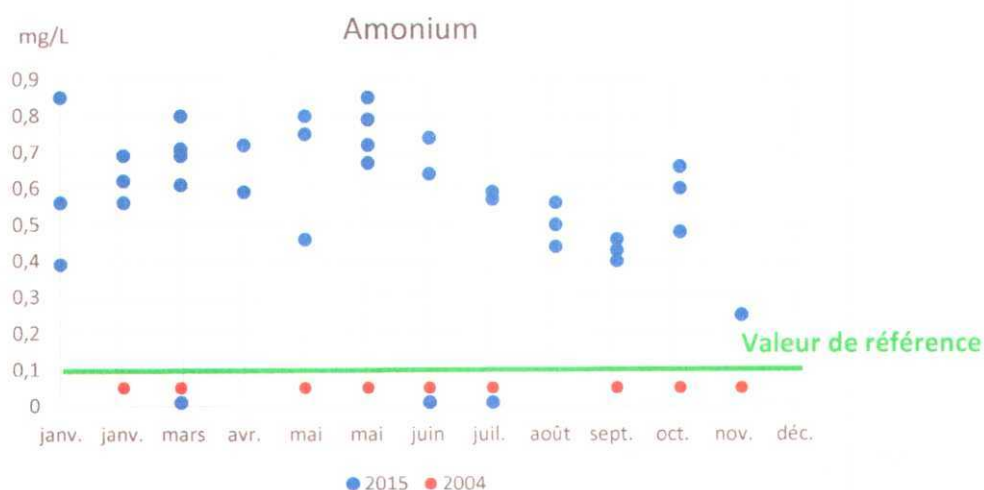
Le point n°5.13 prévoit des test des dispositifs de détection d'intrusion mis en place en cas de coupure de courant → a été effectué ?

Le point n°6.1 prévoit l'existence de dispositifs de contrôle de la qualité de l'eau brute utilisée pour la fabrication d'eau potable permettant de constater une modification de qualité (surveillance par sondes d'analyse, résultats archivés, signaux exploités) → a été effectué ?

3.1.3 Une eau non conforme à la réglementation

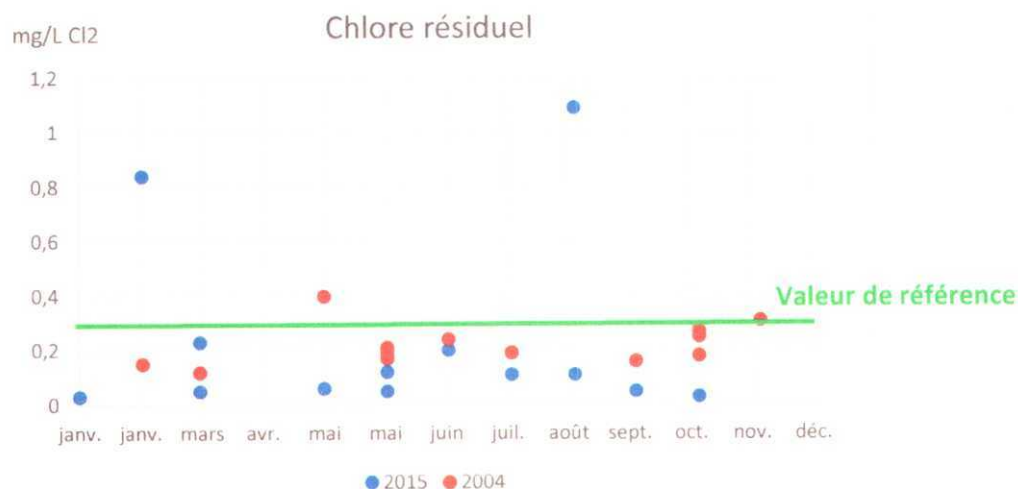
L'article R1321-3 du CSP stipule que « Les eaux destinées à la consommation humaine doivent satisfaire à des références de qualité, portant sur des paramètres microbiologiques, chimiques et radiologiques, établies à des fins de suivi des installations de production, de distribution et de conditionnement d'eau et d'évaluation des risques pour la santé des personnes, fixées par arrêté du ministre chargé de la santé, après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire. »

L'analyse des bulletins de l'ARS permet de comparer la qualité de l'eau distribuée en début et en fin de contrat. On observe notamment une forte dégradation de la qualité vis-à-vis de la concentration en ammonium qui dépasse nettement en 2015 la référence de qualité de 0.1mg/L.



L'ammonium dans l'eau traduit habituellement un processus de dégradation incomplet de la matière organique. L'ammonium provient de la réaction de minéraux contenant du fer avec des nitrates. C'est donc un excellent indicateur de la pollution de l'eau par des rejets organiques d'origine agricole, domestique ou industriel.

On observe également une forte dégradation de la qualité de la chloration : l'ensemble des contrôles avoisinait en 2004 la valeur guide de 0.3mg/L. En 2015 on constate de grands écarts avec 2 forts dépassements et 6 mesures proches du zéro.



3.1.4 Une surveillance insuffisante

A compléter sur la base des RAD

3.2 Une communication des anomalies de consommation avec les abonnés défaillante

3.2.1 Une relève des compteurs partielle

Quelle colonne considérée dans BD compteurs ?

3.3 Un patrimoine qui se dégrade

3.3.1 Des interruptions de service non programmées qui augmentent

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées correspond au nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance, par milliers d'abonnés.

Une coupure d'eau est une interruption totale de la fourniture de l'eau à un ou plusieurs abonné(s) (les incidents de pression ou de qualité de l'eau ne constituent donc pas une coupure d'eau s'ils n'entraînent pas l'interruption totale de la fourniture).

Ce taux permet de mesurer la continuité du service d'eau potable, afin d'en apprécier le bon fonctionnement.



On observe que ce taux augmente fortement (x5) pendant les 7 premières années du contrat avant de s'infléchir. Mais les 2 dernières années connaissent encore un taux 80% plus élevé que les 2 premières années.

Les paragraphes suivant témoignent de la mauvaise gestion du renouvellement des équipements du syndicat.

3.3.2 Les regards de comptages

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait le remplacement de 20 regards de compteur par an pour un montant de 7000€/an.

Les RAD indiquent que seuls 3 regards ont été remplacés sur les 12 années.

2 regards ont été remplacés en 2011 pour 2864.99€ !

3.3.3 Les branchements

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait le remplacement de 3 branchements par an pour un montant de 2287.50€/an.

D'après les RAD et le compte d'exploitation de VEOLIA, 20 branchements auraient été renouvelés (sans précisions sur leur localisation) : 7 en 2004, 8 en 2005, 4 en 2006 et 1 en 2009.

Parmi eux, 2 branchements étaient en plomb : 1 en 2005 et 1 en 2009.

3.3.4 La robinetterie de réseau

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait le remplacement de 1 vanne par an pour un montant de 762.25€/an.

Le seul renouvellement indiqué est le remplacement de la purge impasse de l'Epte à Bazincourt. De plus celui-ci ne semble pas avoir été réellement réalisé car IKOS est intervenu dès 2016 pour remplacer cette purge fuyarde.

3.3.5 La station de pompage d'Hébécourt

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 1080.67€/an pour remplacer :

- Le groupe électropompe n°1 (15m3/h)
- La télécommande et l'anti-intrusion
- La stérilisation au chlore gazeux
- 2 compteurs
- Une partie des clôtures et serrureries

Mais dès 2004 le fermier remplace prématurément 2 pompes qui avaient été mises en service en 2000. Il remplace pour 7141.77€ par la même occasion complètement l'hydraulique qui datait également de 2000 et qui était valorisé à 6000€ dans le contrat. En 2009 le fermier modifie encore l'hydraulique pour 11 152,09€ avec la pose de 8 vannes DN80 et 4 clapets DN80. Contractuellement ces renouvellements des pompes et de l'hydraulique auraient dû avoir lieu respectivement en 2015 et 2030.

Le transformateur et une armoire électrique sont remplacés en 2009 alors que ça faisait 5 ans qu'ils alimentaient les nouvelles pompes.

Une partie du système de chloration est renouvelé en 2013. Mais les relevés de l'ARS témoignent de son inefficacité en 2015 alors qu'il donnait de bons résultats en début de contrat.

Notons que ce qui est annoncé comme le renouvellement des chloromètres en 2008 n'est en réalité qu'une simple révision.

3.3.6 La station de pompage d'Eragny sur Epte

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 1248.00€/an pour remplacer :

- Le groupe électropompe n°1 (15m3/h)
- Le groupe électropompe n°2 (15m3/h)
- La télécommande et l'anti-intrusion
- Une partie de la robinetterie
- 1 compteur
- Une partie des clôtures et serrureries
- 2 contrôles caméra

Le fermier indique avoir renouvelé le compteur en 2008 et également en 2009.

Les 2 chloromètres ont été remplacés par le fermier dès 2011 alors qu'ils devaient normalement durer jusqu'en 2018. Rappelons que les relevés de l'ARS témoignent de leur inefficacité en 2015 alors qu'ils donnaient de bons résultats en début de contrat.

La station de pompage a été remise à neuf par le syndicat en 2013 et le forage en 2015.

3.3.7 La station de pompage d'Amécourt

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 1247.67€/an pour remplacer :

- Le groupe électropompe n°1 (4.5m3/h)
- Le groupe électropompe n°2 (4.5m3/h)
- La télécommande
- La stérilisation au chlore gazeux
- Une partie de la robinetterie
- 1 compteur
- Une partie des clôtures et serrureries

Aucun renouvellement n'a été réalisé. La station a été abandonnée en 2013.

Notons que ce qui est annoncé comme le renouvellement du chloromètre en 2008 n'est en réalité qu'une simple révision.

3.3.8 La surpression d'Amécourt

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 1049.67€/an pour remplacer :

- 2 groupes électropompes
- L'équipement électrique
- 2 cuves de surpression
- Une partie de la robinetterie
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacé :

- La télésurveillance en 2013

La surpression a été remise à neuf par le syndicat en 2013.

3.3.9 La surpression de Saint-Denis le Ferment

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 353.00€/an pour remplacer :

- 1 groupe électropompe
- 1 cuve de surpression
- Une partie de la robinetterie
- Une partie des clôtures et serrureries

Au réservoir de Saint-Denis le Ferment ont été remplacé :

- La clôture et le portail en 2008
- La vanne à flotteur sur l'arrivée en 2005

ACP notait dans son état des lieux que l'échelle était corrodée et n'était pas aux normes de sécurité.

3.3.10 La surpression de La Rapée à Bazincourt

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 363.67€/an pour remplacer :

- 2 groupes électropompes
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacé :

- Le groupe électropompe immergé n°1 en 2007
- Le réservoir anti-bélier en 2006 et 2012. Il ne peut toutefois en aucun s'agir de renouvellement car la cuve date de 1983.
- Un compteur en 2008 et en 2009
- La pompe de la chloration en 2005

ACP notait dans son état des lieux que la sécurité de l'accès à la dalle sur laquelle repose l'anti-bélier n'était pas aux normes.

3.3.11 La surpression de Mainneville cimetière

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 472.00€/an pour remplacer :

- 3 cuves de surpression
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacés :

- Le groupe électropompe n°2 en 2006
- Les 3 cuves anti-bélier en 2006.
- la télégestion en 2008
- La clôture et le portail en 2007

Une deuxième pompe a été remplacée par le syndicat en 2006.

3.3.12 Le surpresseur de Saint Austreberthe

Cet équipement qui existait déjà n'est pas inventorié dans le contrat.

ACP notait dans son état des lieux que la porte d'accès était corrodée, que la pompe n°2 datait de 1978 et que son remplacement était à prévoir.

3.3.13 Le surpresseur de la Feularde

Cet équipement a été créé par le syndicat en 2011.

3.3.14 Le surpresseur du Coudray

Cet équipement a été créé par le syndicat en 2011.

3.3.15 Le réservoir d'Hébécourt haut

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 584.00€/an pour remplacer :

- Une partie de la robinetterie
- La télécommande
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacés :

- La vanne de lavage en 2010
- La clôture et le portail en 2008

Une surpression a été créée entre 2012 et 2014 par le syndicat.

3.3.16 Le réservoir d'Hébécourt bas

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 292.00€/an pour remplacer :

- Une partie de la robinetterie
- Une partie des clôtures et serrureries

3.3.17 Le réservoir de Mainneille

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 584.00€/an pour remplacer :

- Une partie de la robinetterie
- La télécommande
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacés :

- Le capot du réservoir en 2010
- La clôture et le portail en 2008

3.3.18 Le réservoir d'Amécourt

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 208.00€/an pour remplacer :

- Une partie de la robinetterie
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacés :

- Une partie de la robinetterie en 2013

En 2014 le syndicat a déposé le groupe de surpression qui était situé devant le réservoir et l'a remplacé par un groupe de surpression enterré situé derrière le réservoir.

3.3.19 Le réservoir de Thierceville

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 292.00€/an pour remplacer :

- Une partie de la robinetterie
- Une partie des clôtures et serrureries

Ont été remplacés :

- La clôture et le portail en 2008 et en 2009

Un débitmètre a été remplacé en 2004 par le syndicat.

ACP notait dans son état des lieux que le génie civil de l'ouvrage présentait des désordres et que 2 panneaux rigides manquaient à la clôture.

3.3.20 Le réservoir de Bazincourt

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait 292.00€/an pour remplacer :

- Une partie de la robinetterie
- Une partie des clôtures et serrureries

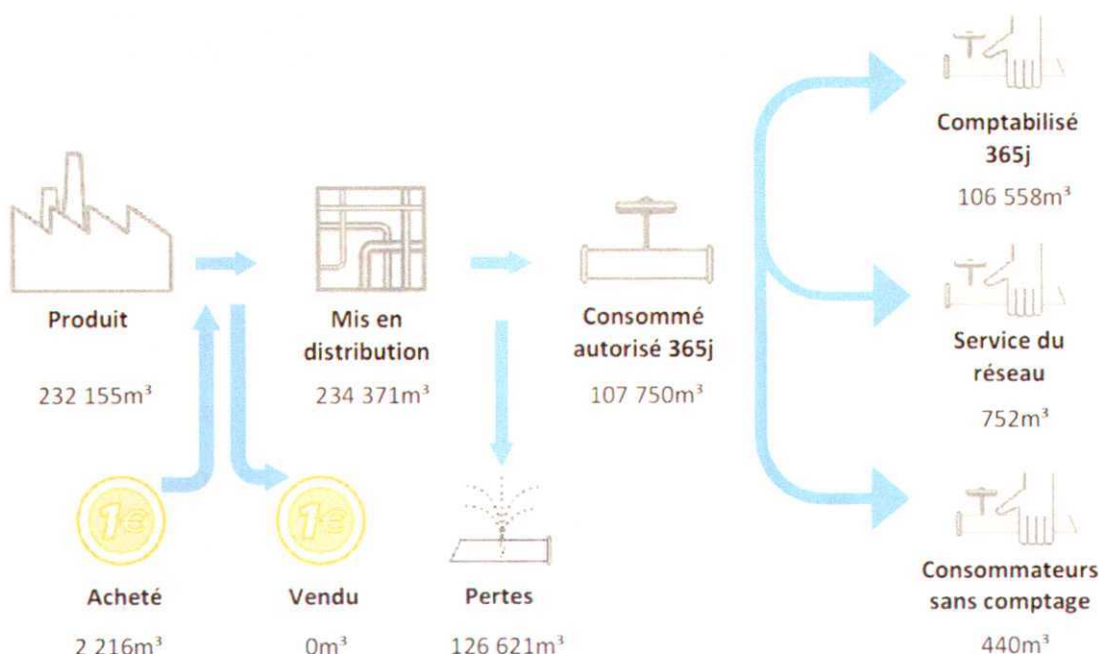
3.4 Des pertes importantes

3.4.1 L'indice linéaire de pertes en réseau (ILP)

L'ILP permet de connaître les performances du réseau en vue de l'améliorer afin de limiter les prélèvements sur la ressource en eau.

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau en réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Il s'agit du ratio entre le volume de pertes, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé, et le linéaire de réseau de desserte. Le schéma ci-dessous rappelle comment sont définis les différents termes de ce ratio (les quantités indiquées sont celles de l'année 2015) :



L'ILP présenté dans les RAD est en baisse de 2005 à 2011 mais remonte ensuite fortement de 2012 à 2015 pour atteindre en fin de contrat un niveau supérieur à ce qu'il était en 2004.



Cet indice est considéré comme mauvais par l'AESN ($>4 \text{ m}^3/\text{km/j}$).

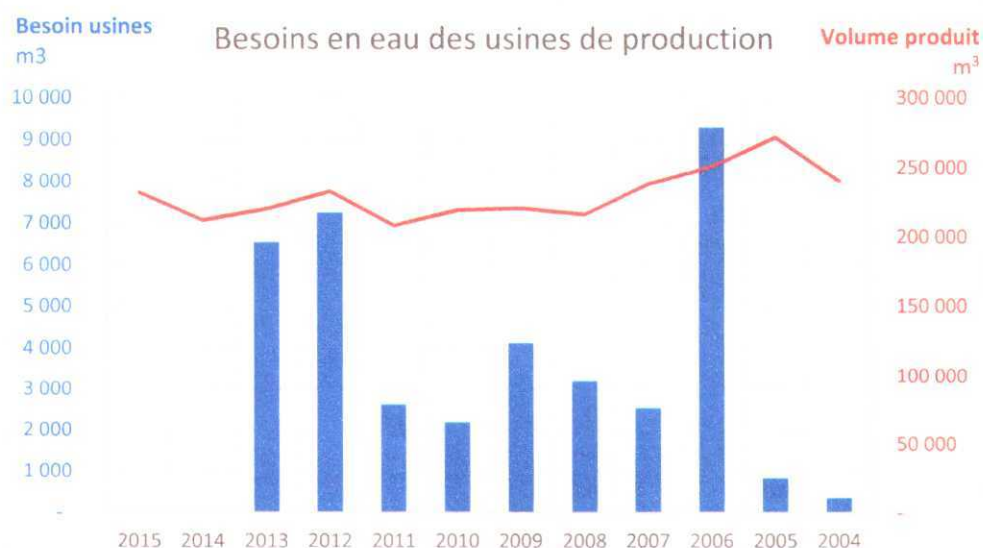
Correction n°1 :

De plus, suite aux différents travaux neufs d'extension de réseau sur le syndicat, le linéaire de réseau de desserte a sensiblement augmenté au cours de ces 12 années.

En supposant que ces réseaux neufs ont été conçus et posés correctement et qu'ils ne sont pas fuyards, on peut alors corriger le linéaire de réseau de desserte servant de base au calcul de l'ILP.

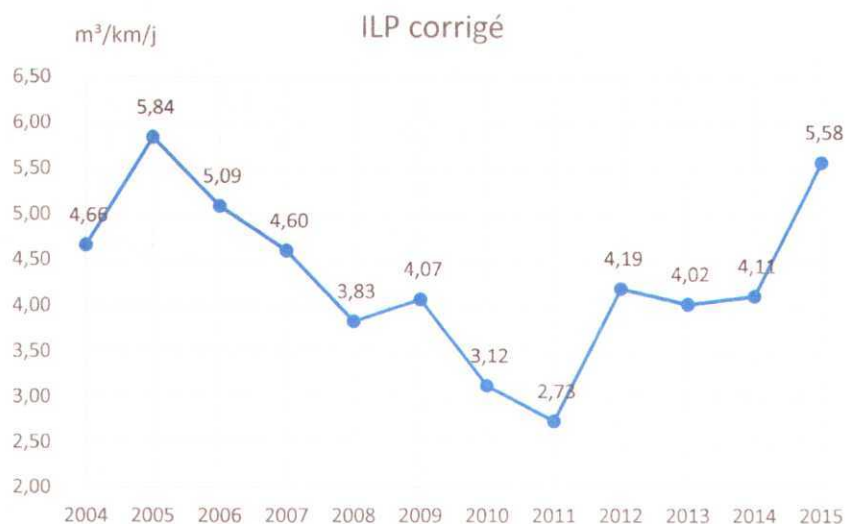
Correction n°2 :

Les RAD indiquent également des volumes pour les besoins des usines de production très fluctuants d'une année sur l'autre et complètement décalés de la quantité d'eau produite :



Nous notons également que les seuls traitements mis en place sont de simples chlorations qui ne consomment pas d'eau.

Sans autres indications de la part du fermier, nous proposons donc de corriger l'ILP en réintégrant les volumes identifiés en tant que « besoins de production » aux pertes en réseau.



On observe ainsi un ILP en très forte hausse en fin de contrat pour atteindre 5.58m³/km/j en 2015, soit 0.92 m³/km/j de plus qu'en 2004. Cette valeur est presque 4 fois la valeur maximale contractuelle.

3.4.2 Une recherche de fuite insuffisante et inefficace

Une des raisons de ces importantes pertes sur le réseau est l'insuffisance, voire l'absence, des campagnes de recherche de fuites.



On constate qu'aucune campagne de recherche de fuite n'a été réalisée les 5 premières années d'exploitation par VEOLIA, ni en 2012 et ni en 2014.

Au cours des 11 premières années seuls 22% du réseau a été inspecté en supposant que les secteurs inspectés étaient différents d'une année sur l'autre. Il aura fallu attendre la dernière année pour qu'une campagne soit réalisée sur l'ensemble du réseau.

De plus ces recherches de fuites ont été totalement inefficaces comme le révèle la décorrélation entre le linéaire de réseau inspecté et le nombre de fuites détectées. D'autant plus que la localisation de toutes les fuites identifiées comme réparées dans les RAD n'est précisée.

Rappelons ici que le contrat prévoyait que le remplacement des branchements fuyards <12ml était à la charge du fermier.

3.4.3 Un réseau méconnu

Une autre raison des importantes pertes sur le réseau est l'insuffisance de connaissance du réseau malgré les 3049€/an prévu au compte d'exploitation prévisionnel.

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable permet d'évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'eau potable, de s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et de suivre leur évolution.

On constate que cet indice reste à 0/100 pendant les 6 premières années du contrat. Il passe à 7/100 entre 2010 et 2012 compris. Ce qui signifie qu'il n'existait pas de plan du réseau (95% minimum connus) avant 2013.

En 2013 VEOLIA indique disposer d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable.

VEOLIA indique disposer cette même année :

- d'un inventaire mentionnant les matériaux, les diamètres, la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux pour 90% du linéaire de ceux-ci ;
- du plan des réseaux précisant la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.

Puis, en 2015, VEOLIA indique avoir compléter la connaissance du réseau (indice 91/120) avec un document mentionnant pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur.

Cette mauvaise connaissance du réseau est également révélée par les variations importantes de la longueur d'adduction et de distribution indiquée chaque année :



3.4.4 Une sectorisation inexploitée

La sectorisation définie par l'étude diagnostic de SAFEGE n'a fait l'objet d'aucune exploitation de la part de VEOLIA dans le but de localiser les secteurs fuyards.

N° Compteur	Description	Diamètre conduite	Diamètre débitmètre (mm)	Renvoi d'informations
1	D1 : Hébecourt DN 100 mm en regard (appareil alimenté sur secteur)	Ø 125 acier	Ø 100	Télésurveillance
2	D2 : ST Denis le Ferment DN 100 mm en regard (appareil alimenté sur secteur)	Ø 125 acier	Ø 100	Télésurveillance
3	D3 : Mainneville DN 80 mm en regard (appareil autonome), liaison GSM	Ø 125 acier	Ø80	Cellbox
4	D4 : Hébecourt DN 100 mm dans local des vannes et du surpresseur (appareil alimenté sur secteur)	Ø65	Ø65	Télésurveillance
5	D5 : Thierceville DN 80 mm en regard (appareil autonome), liaison GSM.	Ø125	Ø80	Cellbox
6	D6 : Bazincourt DN 80 mm en regard (appareil autonome), liaison GSM.	Ø125	Ø80	Cellbox